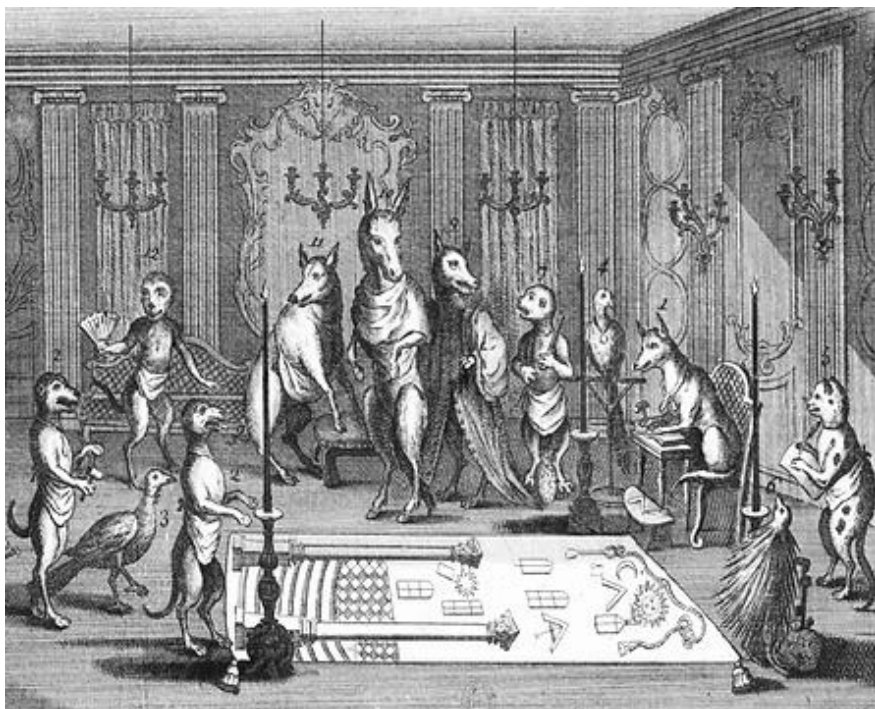




La Lettre

n° 36

octobre 2025

Conseil municipal du 26 septembre

Le dernier conseil municipal s'est tenu le 23 septembre 2025.

Il a débuté par l'approbation à l'unanimité du compte rendu du dernier conseil municipal.

Puis nous avons examiné les propositions de la Convention Pluriannuelle 2025/2026/2027 de partenariat et de participation financière entre l'association Médiation et Prévention – Dijon Métropole (MDPM) et la ville de Quetigny – Médiation sociale.

Après un exposé du Directeur de la MP-DM, Monsieur Françonnet, faisant le bilan de l'action de l'association sur les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) de Quetigny et qui alerte sur les difficultés budgétaires de l'association qui mettent en péril l'emploi de 6 médiateurs sociaux et de 4 éducateurs de rue dans la prévention spécialisée, nous avons demandé les bilans de l'action de la MP-DM, que nous avons reçus.

Nous avons voté la subvention de 40 040 € (unanimité).

De même, nous avons voté la subvention de 40 000 € pour la Convention Pluriannuelle 2025 / 2026 / 2027 de partenariat et de participation financière entre l'association Médiation et Prévention – Dijon Métropole (MDPM) et la ville de Quetigny – Médiation spécialisée qui s'adresse aux jeunes de 9 à 18 ans (unanimité).

Les points 4 et 5 portaient sur un avis préalable à un projet de création d'une crèche collective de type micro-crèche porté par la SAS Manae et un autre par la SAS « La belle vie ».

Notre intervention : « On nous présente le projet de deux micro-crèches privées. Les services de la petite enfance sont un service public, reconnus comme tel. On se plaint à juste titre de la diminution des services publics, mais avec ces projets, on favorise le privé. La commune n'a probablement pas la capacité de développer des micro-crèches, mais on pourrait penser qu'il serait dans les compétences et les possibilités de la métropole de développer une politique publique de la petite enfance qui prendrait en charge la création et la gestions de

micro-crèches. C'est pourquoi, biens conscients du besoin, mais refusant de soutenir le secteur privé dont les difficultés dans la prise en charge des enfants a fait la une des journaux récemment, nous nous abstiendrons dans les deux cas ».

Point 6, tarification sociale des cantines « ma cantine à un Euro ».

Nous avons soulevé le problème de la quantité jugée parfois trop juste des portions. Il nous a été répondu que le problème était réglé, qu'il y avait possibilité de « rab » et qu'il y avait des restes.

Nous avons voté pour (unanimité).

Point 7, nous avons été amenés à prendre acte du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public en matière d'élimination des déchets en 2024. Nous avons demandé quelle était la quantité en Gwh de gaz nécessaire pour faire fonctionner l'unité de valorisation énergétique. Il nous a été répondu : 2 Gwh pour une production de 150 Gwh de chaleur et 10,62 Gwh d'électricité.

Point 8 : Signature d'une Convention attributive de subvention relative au projet de Coulée Verte à Quetigny - préfecture de Côte d'or – Fonds Vert.

Ce projet permettra :

- la création de 7 555 m² d'espaces publics, dont 3 850 m² d'espaces verts
- une amélioration de la gestion des eaux pluviales grâce à des revêtements drainants et des dispositifs d'infiltration
- Le renforcement de la biodiversité avec des aménagements guidés par un écologue (palettes végétales adaptées, conservation d'habitats sensibles, suivi faune-flore)
- Une réduction de l'imperméabilisation des sols par la démolition d'un bâtiment en friche pour un coût total de 893 365 € HT et une subvention de 223 000 €

Vote pour (unanimité).

Point 9 : Projet de restructuration et de réhabilitation du site des Aiguisons - adoption du programme et de l'enveloppe prévisionnelle.

Le pré-programme de la restructuration et réhabilitation du site des Aiguisons à Quetigny, joint en annexe 5, et réalisé avec l'accompagnement d'un bureau d'étude de programmation, ambitionne de :

- rénover les locaux ;
- améliorer les espaces de travail dédiés aux enfants et aux personnels ;
- transformer les espaces extérieurs ;
- viser une amélioration thermique à même d'atteindre un objectif de réduction des consommations d'énergie de 60 % à l'horizon 2050 (base 2017).

Ce programme pourra être réalisé en deux phases, le tout pour une enveloppe prévisionnelle de 2 500 000 HT dont 1 000 000 € pour la première phase et un coût total de 3 900 000 € TTC. Nous avons voté pour (unanimité).

Point 10: Contractualisation avec le comité d'action sociale des collectivités territoriales de l'agglomération dijonnaise et des organismes affiliés.

Vote pour (unanimité).

Point 11 : Contractualisation avec le Comité National d'Action sociale pour 2025.
Vote pour (unanimité).

Point 12 : Modification des emplois.
Vote pour (unanimité).

Point 13 : Approbation et signature d'une convention avec la fondation *30 millions d'amis* pour la stérilisation et l'identification des chats libres errants.

Nous avons demandé : « pourquoi stériliser femelles et mâles ? »... Stériliser seulement les femelles diminuerait les coûts et aurait la même efficacité (100 € par mâle et 120 € par femelle), et pourquoi *30 millions d'amis* et pas la SPA ? Le risque de prendre en charge les chats des communes limitrophes a été aussi évoqué. Il a été répondu que ça éviterait que les mâles non stérilisés puissent féconder des femelles appartenant à des particuliers, que la SPA ne faisait pas ça, et que de toute façon cela ne concernait que 10 à 15 chats par an.

Vote pour (unanimité).

Deux questions orales ont été posées : une de la droite sur la qualité de la cantine, une de notre part sur le pavoisement du drapeau palestinien sur la Mairie le jour de la reconnaissance de l'État palestinien par le président de la république, survenant la veille du Conseil municipal. La municipalité l'ayant fait, nous avons maintenu la question orale afin que cette question apparaisse officiellement au conseil municipal. La réponse nous a convenu, et nous avons remercié le maire.

Il n'y aura pas de Conseil Municipal en octobre ; le prochain aura lieu le 25 novembre.



La Lettre

n° 36

octobre 2025

Quetigny : municipales sur fond de chaos politique

Après deux ans d'existence, la Gauche Quetignoise continue de résister aux forces centrifuges qui secouent le Nouveau Front populaire au niveau national. Avec une quarantaine de participant·e·s, elle a tenu sa dernière AG ce 17 septembre sur la préparation des prochaines élections municipales.

Les quatre groupes de travail constitués sur les thèmes de la solidarité, de la jeunesse, de la démocratie locale et de l'urgence climatique ont commencé à débattre du prochain programme, et proposeront — dans leurs domaines respectifs — des ateliers ouverts aux habitant.es de Quetigny. Une commission de synthèse composée des différentes sensibilités politiques de la Gauche (Écologistes, l'APRES, LFI, NPA, PCF, PS et Réinventons Quetigny) ainsi que de personnes non affiliées à une organisation, aura la charge de regrouper les propositions des groupes de travail et des contributions individuelles ou d'organisations qui pourront lui parvenir. Cette commission sera validée par une prochaine assemblée générale.

Ce choix de ne pas laisser aux seules organisations politiques le pouvoir et la responsabilité de l'élaboration du programme est en soi une avancée de la démocratie participative locale. Quant à la liste commune, si le programme est partagé par la diversité politique locale et toutes les personnes adoptant en commun cette démarche unitaire, sa composition devrait refléter cette même diversité et être finalisée en janvier prochain.

Ce travail commun tranche avec les ruptures effectuées, entretenues, assumées par certaines composantes nationales du Nouveau Front Populaire où l'heure est davantage à la fissure qu'à la soudure, sur fond de stratégies partidaires en vue d'une éventuelle législative anticipée ou

de la prochaine présidentielle... Et pourtant, quoi de plus réducteur de divergences réelles ou supposées qu'une réflexion et un travail commun d'élaboration pour apporter les meilleures solutions aux problèmes et difficultés quotidiennes de nos concitoyen·ne·s, en priorité des plus fragiles et des plus précaires ? Cette démarche unitaire de la Gauche n'est-elle pas la meilleure garantie contre l'avancée et l'emprise de l'Extrême-droite ? À condition, bien sûr, que les principes de solidarité et d'égalité s'incarnent dans des mesures concrètes qui améliorent réellement la vie des habitant·e·s. Les communes ne peuvent évidemment pas tout dans la lutte contre la pauvreté et la précarité, mais elles peuvent faire la différence dans l'exercice de la solidarité, le maintien et le renforcement des services publics et la pratique de la démocratie locale.

Ces municipales qui devraient être une répétition, à Gauche, pour les prochaines échéances électorales majeures, risquent pourtant d'être snobées par la situation chaotique dans laquelle le président Macron continue de plonger le pays. En renommant Sébastien Lecornu à Matignon, le président de la République ajoute encore à la crise, dont le dénouement profitera à l'Extrême Droite si les forces de Gauche continuent à nous resservir le spectacle affligeant de la division et du cynisme.

L'heure est grave, mais il est encore temps de reconstruire l'unité pour enclencher une dynamique de la victoire et empêcher le pire aux prochaines législatives et à la présidentielle. L'unité est une culture politique de long terme à tous les niveaux, et non pas un accouchement aux forceps à la veille des législatives pour gagner ou conserver des sièges à l'Assemblée nationale... Ceux qui s'entêtent à entretenir la division porteront une lourde responsabilité — et pour longtemps — si le Rassemblement national arrive au pouvoir.



La Lettre

n° 36

octobre 2025

Bolloré & Co, bande organisée contre la Démocratie

Oui, il est utile de se brancher de temps en temps sur Europe 1 ! C'est un très mauvais moment à passer, mais il est riche d'enseignements sur la croisade de la droite extrême menée par le groupe Bolloré contre le Service Public.

Pascal Praud, ancien journaliste sportif qui a fait toute sa carrière dans le privé (c'est son droit), qui a quitté en 2021 la chaîne RTL à laquelle il venait de promettre fidélité (rien d'illégal) a été promu par Vincent Bolloré grand ordonnateur des émissions de son oligopole audio-visuel ; il n'a cessé de monter en grade depuis quelques années, devenant la star des matinées d'Europe 1. Le départ de Cyril Hanouna, qui occupait sur cette radio le créneau de l'après-midi, avec ses invités « choisis » Robert Ménard, Matthieu Valet, Éric Zemmour, Sarah Knafo... a permis à Praud d'occuper désormais — en plus — le créneau horaire de la fin d'après-midi, où défilent les divers thuriféraires de la droite musclée. L'intoxication des auditeurs a de beaux jours devant elle...

En bon petit soldat de Vincent Bolloré, Pascal Praud fait depuis des semaines campagne pour un référendum sur l'immigration (souhaité par Philippe de Villiers, habitué de son "heure des pros", et approuvé bruyamment par Laurent Wauquiez). Sans distinguer clairement dans ses propos ce qui relève des faits ou de l'opinion (le B.A.-BA du journaliste honnête), il assume un discours complètement réactionnaire : « Je ne sais pas si la France a dit oui sans réserve au Rassemblement national, mais je sais en revanche qu'elle a dit oui à un retour de l'autorité, oui à plus de sécurité, oui à ce que l'inversion des valeurs cesse enfin dans ce pays ». Grand penseur politique, il a percé à jour la stratégie de la Gauche : « Maintenir la population dans la

pauvreté est un besoin vital pour la gauche, qui en a toujours fait son fonds de commerce et sa seule arme électorale ». Il s'est déchaîné, le 15 septembre dernier, dans une hallucinante [diatribe](#) contre l'audiovisuel public qu'il accuse d'être peuplé de « bien-pensants », de faire preuve de « lâcheté », de détenir un « oligopole hostile », d'avoir pour « obsession » Cnews, dont les journalistes, eux, « appellent un chat un chat », avant de conclure en flattant « le public » qui, lui, « le comprend »... Quelle prétention ! Que de mensonges ! Quelle démagogie !

À nos lecteur·ice·s qui critiquent, parfois avec raison (en particulier sur la "couverture" de la guerre en Palestine ou, à une tout autre échelle, sur l'éviction de Guillaume Meurice de France Inter) le service public de l'audiovisuel, nous affirmons que ses journalistes, dans leur écrasante majorité, respectent la déontologie de leur métier et la pluralité de leurs auditeurs, sont attachés à une présentation honnête des événements, sont soucieux de donner la parole à des interlocuteurs divers, et que la flatterie des bas instincts de leur public n'est jamais leur moteur.

Un point positif : France Inter demeure — de loin — en tête des audiences selon Médiamétrie (avec 7 millions d'auditeurs), devant RTL (5,1 millions), France Info (4,7 millions), NRJ (4,1 millions), Nostalgie (3,4 millions). Europe 1, en dépit de récents et inquiétants gains d'audience, n'intoxique "que" 2,5 millions d'auditeurs. Signalons que Radio Nova, loin derrière, monte en flèche (563 000)...

Ce classement, osons le dire, est rassurant, même si on peut regretter que notre audiovisuel public se drape un peu trop souvent dans une "neutralité" déshumanisée, par exemple à propos de la Palestine.

Évitons à tout prix que s'impose en France le « paysage audiovisuel » des États-Unis, dont le principal fleuron, PBS, surtout connu pour ses émissions destinées aux enfants, n'a qu'une audience fort modeste (8 millions par jour, pour 340 millions d'habitants) ! On sait que le succès de Trump à la dernière présidentielle doit beaucoup aux *Fox News*, *Info Wars*, *Washington Examiner*... qui ont puissamment contribué, en abêtissant systématiquement leur public, à sa (ré)élection.

Gramsci, au secours ! Rien ne serait pire pour les militants de gauche que de renoncer à défendre (en dépit de ses quelques travers) le service public de l'audiovisuel, en partie épargné par l'hégémonie culturelle de plus en plus prégnante d'une droite extrême totalement décomplexée. Il faut, simplement, le pousser à davantage de rigueur et d'esprit critique, et à améliorer encore la qualité de ses contenus :

- face à l'offensive populiste et nauséabonde des magnats de l'audiovisuel, qui prétendent à une véritable hégémonie culturelle (encouragés de façon théorisée et explicite par Marion-Maréchal-Le Pen, et approuvés bruyamment par Laurent Wauquiez)

- mais aussi face aux menaces que l'autoritarisme de Rachida Dati fait planer sur Radio-France et les chaînes TV nationales ou régionales. L'idée de regrouper France Télévisions, Radio France et l'INA au sein d'une entité unique, placée sous une même gouvernance aux membres choisis par le Pouvoir, menace — plus que depuis des décennies — l'indépendance éditoriale et le bon fonctionnement du service public ; si l'instabilité politique actuelle a fait passer les projets de

la ministre de la culture au second plan, il ne faut pas renoncer à exercer une vigilance citoyenne face à des médias de plus en plus puissants et oligopolistiques !

À propos, si vous regrettez l'humour insolent et décapant de Guillaume Meurice (viré de France Inter par Sibylle Veil), sachez que vous le retrouverez sur Radio Nova...

Pour aller plus loin :

Sur Vincent Bolloré et son entourage :

[Histoire d'un ogre](#), par Erik Orsenna (Gallimard)

[https://www.google.fr/books/edition/Histoire d un ogre/m76pEAAQBAJ?hl=fr&gbpv=1&printsec=frontcover](https://www.google.fr/books/edition/Histoire_d_un_ogre/m76pEAAQBAJ?hl=fr&gbpv=1&printsec=frontcover)

Sur Pascal Praud :

<https://www.politis.fr/articles/2023/10/pascal-praud-labjection-cathodique/>

https://www.lepoint.fr/culture/furieux-pascal-praud-regle-ses-comptes-avec-quotidien-et-france-inter-14-09-2025-2598516_3.php

https://www.lepoint.fr/economie/pascal-praud-ne-reconnait-plus-la-france-dans-laquelle-il-a-grandi-26-06-2021-2432917_28.php (déjà réac, mais "loyal" à RTL)

Sur Marion Maréchal-Le Pen :

https://www.liberation.fr/les-idees/2018/05/30/metapolitique-notion-magique-de-la-frontiste_1655515/

Sur Philippe de Villiers :

<https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/l-edito-politique/edito-queelles-motivations-derriere-la-petition-aux-accent-apocalyptiques-de-philippe-de-villiers-1329872>

Antidote :

<https://podcasts.nova.fr/radio-nova-la-chronique-de-guillaume-meurice/202509071827-rentree-tendue-pour-pascal-praud>



La Lettre

n° 36

octobre 2025

Le passé moisi et le futur incertain de M. Lecornu

Plus le désaveu de Macron se confirme, plus le président de la République semble brandir face au pays des doigts — que disons-nous, des bras — d'honneur, de plus en plus longs et insistants ! Le dernier en date se prénomme Sébastien...

Tentons de croire que son règne cardinalice auprès de la papauté macroniste sera inversement proportionnel à la nature putride de ses engagements et prises de positions.

Passons sur les années de jeunesse de cette éminence grise tachée de cléricalisme écarlate, aux dents ravageuses pour tous les styles de parquets, sauf peut-être aux versaillais (qui seraient sans doute épargnés par cette personnalité "bien sous tous rapports"), et passons en revue quelques-uns de ses positionnements...

En 2017, après l'échec aux primaires de la droite de celui qui deviendra le grand argentier macroniste, voilà notre homme promu directeur adjoint de la campagne d'un certain Fillon, campagne dont nous connaissons tous les tenants et les aboutissants. Le statut de réactionnaire multiforme qu'il est se retrouve donc bien confirmé. Sa jeunesse insolente, bien que tue ou habilement cachée, est donc révélatrice de sa radicalité (ben oui, quoi, on parle toujours de gauche radicale, mais les spécimens les plus redoutables sévissent en ce moment plus à droite qu'à gauche) et des idées réactionnaires qui l'animent.

Le Maire, puis Fillon, puis Macron : l'opportunisme paroxystique l'aspire comme un trou noir ! Ce que d'aucuns décrivent comme un atout, à savoir sa discrétion et sa force de travail, sont, de notre point de vue, de dangereux attributs lui permettant d'amplifier jusqu'au moment de la révélation la noirceur de ses futures actions...

Un des côtés moins négatifs que les autres, chez une majorité de macronistes, est une certaine

ouverture en matière sociétale... mais il faut dire qu'ayant usé, abîmé, laminé une grande partie de celles et ceux qui appréciaient cette part de la tarte présidentielle, le roitelet est bien obligé d'élargir son champ de recherche à une pitance bien moins ragoûtante pour trouver encore des candidats prêts à rallier son panache plus panaché du tout.

C'est ainsi que, pour sa dernière trouvaille de réactionnaire patenté, il nous a gratifiés de ce jeune freluquet, en réalité vieux et même antique sur bien des tableaux : ayant voté des deux pieds et des deux mains contre le mariage pour tou-te-s (voir article de *Libération* ci-dessous), considérant que, citons : « le communautarisme gay m'exaspère », non seulement il n'est pas progressiste, mais en plus d'être réactionnaire, il est ouvertement homophobe : cette déclaration s'apparente non pas à une opinion mais à un délit (l'homophobie en est un) ; et considérer qu'être gay est du communautarisme, c'est prendre volontairement une position homophobe (voir ci-dessous l'article de *La Dépêche*).

D'ailleurs, ses affinités avec la très (très) réactionnaire « Manif Pour Tous » (MPT), dont nous connaissons très bien les accointances avec l'extrême droite et les milieux catho ultra-conservateurs, ne peuvent laisser de doute sur ses visions passéistes et hors sol pour le monde d'aujourd'hui.

Si ces rappels ne suffisent pas à certain·e·s, citons-le dans un entretien à *Ouest France* (cité par *Révolution Permanente* en 1ère référence) : « J'aime l'ordre. Pour moi, la gauche représente le désordre. Et malgré mes origines populaires, je n'ai jamais cru à l'excuse sociale. Quand on travaille, on y arrive toujours ».

Il nous a dit qu'il fallait changer de méthode ; mais c'est, non pour s'ouvrir à gauche et mieux respecter les personnes et les aspirations de justice sociale et fiscale, plutôt pour être toujours clivant, déroulant le tapis aux forces financières et au mépris social.

En fait, plus le pays gronde, plus le temps passe, et plus les gouvernements tombent, toujours s'éloignant des résultats des urnes... et plus Macron nomme des Premiers ministres droitiers, réactionnaires, rétrogrades.

Le piège se referme, non pas à la façon — claquante — des mâchoires de celui "à loup" (le piège), mais comme un venin à libération prolongée, insidieuse et silencieuse... mais irrémédiable.

Alors, nous ne pouvons que souhaiter à ce sombre individu un séjour le plus court possible aux manettes de Matignon... la formation de ses troupes prenant déjà très largement plus de temps qu'il n'y faudrait car les candidats à des mandats ministériels de si courte durée prévisionnelle enchantent de moins en moins de monde !



Nous n'avions pas sitôt posé la plume, pardon, levé les doigts du clavier, qu'ayant gagné la position horizontale et trouvé le sommeil, nous vîmes apparaître Morphée !

« Votre article, les enfants, n'est bon qu'à jeter aux orties : Até, la déesse, s'est emparée du ministre de l'Intérieur démissionnaire, le privant de toute distinction des avantages et des désavantages, l'amenant donc à s'offusquer de ne pas avoir été informé du retour du Grand Dépensier, pardon, du Grand Argentier... aux armées, et du coup à la démission de sa reconduction (si vous ne suivez pas, c'est normal : c'est kafkaïen) : tu devrais donc démissionner toi aussi, Sébastien »...

Et puis, plus rien... Que du sommeil, jusqu'au petit matin où, *dring dring*, le réveil retentit... et — ô miracle ! — le rêve n'en n'était pas un : Lecornu avait démissionné, entraînant tout son gouvernement, dont la gestation avait mis 26 jours, au bout de seulement 14 h ; du jamais vu dans l'histoire de la République Française ! Alors, nous laissons les effervescences se calmer et espérons voir poindre un possible rééquilibrage, attendu en réalité depuis 2022...

Au passage, Bruno Retailleau appelle De Gaulle partout... mais sans nulle part donner dans le gaullisme, dira Marc Fesneau, du « dé-bloc » central ; bloc qui n'a de central que le nom, car de bloc il n'y a plus depuis longtemps, écrira dans un de ses billets pour *Libé* Jonathan Bouchet-Petersen.

Tout se déroule, en réalité, comme si l'on se trouvait dans un film de cinéma cynique d'humour noir... sauf que le scénario n'est pas rédigé par un Albert Dupontel ou consort, mais pas un roitelet de pacotille muré dans son palais élyséen et ayant co-écrit avec son éminence grise cardinalice un remake des *Frères de sang*...

Car oui, oui, et re-oui, les 48 h ont — presque — été tenues (une fois n'est pas coutume) pour la nouvelle nomination... qui n'a rien de nouveau. Et c'est, nous vous le donnons en mille, « Lecornu, la résurrection de Saint Sébastien », pour un *bis repetita* (voir en lien ci-dessous l'article du même nom dans *Libé*).

Que dire ? Que penser ?

Nous ne le savons plus, car nous balançons, comme une large majorité de Français·e·s, entre colère, désappointement, sidération. La sphère politique se referme de plus en plus sur elle-même et se coupe chaque jour un peu plus des réalités de terrain. Du mépris, du cynisme paroxystique, de l'obstination !

Gouverner, c'est prévoir, dit-on, et s'obstiner est une aberration. Peut-être serait-il préférable de prendre les décisions au doigt mouillé, quitte à tomber à côté, plutôt que de s'ancrer sur ce qui ne cesse de rassembler davantage les gens dans le pays : la colère. Cela risque un peu plus chaque fois de mener à un désastre, dont le responsable quasi unique sera l'actuel Président de la République.

Sur ce, allons retrouver Morphée pour une nouvelle nuit où — espérons-le — viendra cette fois nous visiter Elpis, la déesse de l'espoir...

Rendez-vous dans la *Lettre* n° 37 pour les nouvelles aventures de la « Li-Cornu » cardinalice !

Pour aller plus loin, quelques références :

Réac, militariste, colonialiste : qui est Sébastien Lecornu, le nouveau Premier ministre ?

Révolution Permanente : <https://www.revolutionpermanente.fr/Reac-militariste-colonialiste-qui-est-Sebastien-Lecornu-le-nouveau-Premier-ministre>

Chez Pol (newsletter politique de Libération), *Sébastien Lecornu ou le sparadrap du mariage pour tous* :

https://www.liberation.fr/politique/sebastien-lecornu-ou-le-sparadrap-du-mariage-pour-tous-20250910_IX6VS4ELKRHTTOEUH33SH23WNY/

Sébastien Lecornu : de l'élus normand à Premier Ministre, La Dépêche :

<https://www.ladepeche.fr/2025/09/10/le-communautarisme-gay-mexaspere-sebastien-lecornu-au-coeur-dune-polemique-le-premier-ministre-a-t-il-fait-des-declarations-homophobes-12922239.php>

Premier ministre : Lecornu, la résurrection de Saint Sébastien, Libération, vendredi 10 octobre 2025 :

[Premier ministre : Lecornu, la résurrection de Saint Sébastien](#)

Image de titre :

Sébastien Lecornu en cardinal intrigant, généré par l'I.A. <https://www.canva.com> à partir de sa photo de profil Facebook.



La Lettre

n° 36

octobre 2025

Interview : Thérèse Devaux, militante pour la Palestine

N.B. les astérisques (), sur lesquelles vous pouvez cliquer, envoient à quelques explications si nécessaire ou si vous le souhaitez. Elles ne sont nullement indispensables à votre lecture...*

Bonjour Thérèse, peux-tu te présenter en quelques mots ?

Je suis habitante de Quetigny, depuis une trentaine d'années quand même, et je fais partie du Collectif 21 pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. J'ai commencé à militer dans le cadre de ce groupe à partir du 7 octobre 2023, moment où le Hamas est sorti de Gaza pour attaquer Israël.

Auparavant, tu n'avais pas de préoccupation particulière... c'était vraiment l'événement déterminant ?

Non, j'entendais comme tout un chacun ce qui se passait, c'est-à-dire pas grand'chose... J'ai entendu parler de la Nakba*, de Deir Yassin *, du massacre de Sabra et Chatila *, mais — assez égoïstement, je dois dire —, sans y attacher plus d'importance que ça. Et c'est vrai que l'attaque du Hamas * a été une déflagration... Je me suis dit : « Il y a un problème », et je me suis bien reconnue dans les paroles de Sarah Katz *, qui disait : « Gaza, ce camp de concentration à ciel ouvert » où les gens étaient enfermés depuis 2007.

Elle parle même, plus exactement, de camp de concentration "à ciel fermé".

Et c'est vrai, le ciel est fermé... On ne se demandait pas, à propos de Gaza, *si* ça allait exploser, mais juste *quand*. Je me suis dit : « Mais oui », et ça a été une sorte de révélation, assez tardive... Et j'ai pensé : « Quelle survie, quelles conditions on offre aux Palestiniens ? ». Je me suis penchée un

peu sur l'historique, depuis Theodor Herzl * à la fin du XIXème siècle, la déclaration Balfour *, l'occupation ottomane *, le mandat britannique *, etc. Et je me suis dit : « Jamais, à ce peuple, on n'a demandé son avis ! Il a toujours subi, il subit encore, et on cherche juste, maintenant, à l'éradiquer de la surface du globe... en arrachant toutes ses racines ! en tuant les gens, en détruisant les monuments... ». On parle d'historicide *, un mot qu'on a créé pour décrire cette situation... On détruit l'histoire, mais jusqu'au tréfond, jusqu'aux racines ; on arrache tout, on ne veut plus entendre parler de ce peuple. C'est complètement fou ! Et que disent nos gouvernements occidentaux ? Ben rien ! ça passe crème ! Et là, en tant que citoyenne, je me suis dit : « Il faut réagir » !

Les géographes ont créé, de la même façon, le terme "urbicide" *, dont nous avons parlé dans notre n° 31 à propos de Gaza...

On ne peut pas accepter ça ! Pierre Stambul * a dit : Si la Palestine perd, on perd tous ! Ça veut dire que la Cour pénale internationale, la Cour internationale de justice, l'O.N.U., hop, on passe tout ça par-dessus les bretelles, ça n'existe plus ! Et donc, qu'est-ce qui existe ? C'est la loi du plus fort, on est chez les cowboys... C'est celui qui a le plus gros pistolet qui dit : « C'est ma loi, c'est comme ça ! ». Eh bien, non ! On a quand même le droit international qui existe ! Le droit est fait pour défendre les faibles, il faut s'en servir et ne pas lâcher... Et ce genre de situation prend ses racines dans le colonialisme !

Tout à fait ! Le mot "colon" * a un sens banal (celui qui occupe une terre pour la travailler), mais peut être aussi tout à fait rattaché à l'histoire du colonialisme !

Et dans les années 70, je me rappelle, mes parents — qui étaient catholiques de gauche — avaient pour idéal le kibboutz... à cause du socialisme, de la vie en communauté, du partage, etc. Eh bien, on était tous partis là-dedans ! Je me souviens, j'avais 14 ans, et je trouvais ça... ouaouh, quoi ! Bon, finalement, on n'est pas partis, parce que mes parents n'étaient pas juifs, parce qu'il avaient déjà 4 gamins, parce que c'était compliqué... mais c'était un idéal de société. Et à aucun moment, on n'avait imaginé... qu'il y avait là des Palestiniens !

Donc, y compris des gens d'un certain âge qu'on voit dans les manifs n'étaient pas, dans leur prime jeunesse, sensibilisés au sort de ce peuple !

Alors, pas du tout !

Bon, il se trouve que tu es maintenant un peu... organisatrice de ce mouvement : on te voit beaucoup, à Dijon, pour toutes sortes d'activités. Qu'est-ce qui te paraît utile pour faire connaître la cause et pour... se rapprocher d'une solution ?

C'est ça qui est important ! Je dirai : tout ! c'est-à-dire interpeler les députés, les édiles, en disant : « on a voté pour vous (que ce soit Monsieur Pribetich, Madame Godard, Madame Hervieu), sur un programme qui tenait compte — quand même — de la situation à Gaza, et où ils·elles s'engageaient à intervenir à ce sujet... Eh bien, *j'attends* quelque chose !

On interpelle aussi les gens dans la rue quand on fait des rassemblements tous les samedis, avec une manifestation qui descend la rue de la Liberté une fois par mois, et on essaie aussi de prendre la population à témoin ; on organise dans la mesure du possible des sit-ins tous les soirs, parce que, face à la grosse machine de guerre des media "mainstream" qui défendent tout-à-fait la cause israélienne, il faut faire contre-poids ! Il faut montrer le drapeau palestinien

pour que les gens puissent se dire : « hep ! Ça existe encore » ! Il y a aussi des pétitions, bien sûr, qu'on envoie aux député·e·s ; on s'adresse aux maires des communes où on vit. Il y a aussi une action très facile, que tout le monde peut faire, c'est l'action boycott, du mouvement B.D.S. (Boycott, Désinvestissement, Sanctions)... Et là, Carrefour, qui est très impliqué auprès des Israéliens...

Alors, on sait que cette action existe, on sait que Carrefour est impliqué, mais tout le monde ne sait pas exactement pourquoi.

Eh bien, Carrefour s'installe dans les colonies israéliennes, qui prennent la place des villages palestiniens et pillent leurs ressources ; l'armée israélienne arme les colons... Carrefour a distribué des repas gratuits aux soldats israéliens, et n'est jamais revenu dessus ; alors, on boycotte... et ce sont des actions qui fonctionnent ! Les actions B.D.S. avaient commencé au moment où l'O.N.U. avait interpellé l'Afrique du Sud qui pratiquait l'apartheid... et ça avait fonctionné. En Jordanie, les citoyens ont décidé de ne plus aller dans les magasins Carrefour... et Carrefour a quitté la Jordanie ! Idem pour le sultanat d'Oman... et en Italie, il y a un impact également.

En France, on a des chiffres pour juger de l'impact de ce mouvement ?

On entend dire qu'il y a un effet sur le chiffre d'affaires, mais je n'ai pas de données statistiques... Beaucoup de gens sont au courant, on essaie de tracter ; on a commencé à le faire une fois par mois, on essaie maintenant une fois par semaine de tracter devant Carrefour, que ce soit à Quetigny ou à la Toison d'Or... On interpelle les gens, et il y en a encore qui ne savent pas... Donc, c'est important d'en parler aussi sans cesse. Mais il n'y a pas que Carrefour ; il y a aussi McDo, Starbuck's, Sodastream, Reebok, Teva-pharmacie, BNP-Paribas... Mais, pour Dijon, en nous concentrant sur les deux gros hypermarchés, on s'est dit qu'on aurait plus d'efficacité (sans bien sûr dire qu'il ne faut pas boycotter les autres).

En ce qui concerne les manifs, par ex. celles du samedi, quelles sont les différentes catégories socio-professionnelles présentes ?

On a pas mal de Maghrébins, quelques Palestiniens (mais très peu, puisque quitter la Palestine est très difficile) ; des gens un peu comme nous, retraités ; des membres de divers partis et syndicats ; des jeunes (et de plus en plus !), ce qui nous encourage et nous fait dire que notre action a du sens : on peut compter sur ces jeunes pour maintenir la pression.

Ces jeunes sont très présents, avec des drapeaux palestiniens...

Oui, et on tient absolument à ces drapeaux ! Certaines personnes nous disent : « ils n'ont rien à faire ici, parce que ce n'est pas notre combat ! »... Eh bien, si ! On sait bien que ce régime colonialiste qui opprime les Palestiniens, c'est le même que celui qui attaque nos acquis sociaux, d'une façon très virulente ces derniers temps, avec Macron, Retailleau... L'idée, c'est un peu : « Quand on s'attaque à la Palestine, on s'attaque aussi un peu à nous ». Le Droit disparaît : ce sont nos droits qui sont attaqués ! Tous les défenseurs des droits le disent : l'O.N.U., avec Francesca Albanese *, le dit ; Amnesty International le dit, Human Rights Watch le dit. Tout le monde le dit, sauf... nos gouvernants. Le génocide, là-bas, est intolérable ! On dépasse de très loin les limites données par le droit international, on le piétine, carrément ! L'arraisonnement de la flottille *, dans les eaux internationales (ou même dans les eaux

palestiniennes) est un acte de piraterie, tout simplement. Et que disent les autorités françaises ? Rien ! Ah, si ! que si elles veulent, les personnes arrêtées peuvent appeler le service d'urgence consulaire pour les Français en difficulté à l'étranger ! On attend quand même autre chose de notre gouvernement que ce "laissez faire"... On a l'impression que pour le régime génocidaire de Netanyahu, de Smotrich, de Ben-Gvir, c'est *open bar* : on peut faire ce qu'on veut ; les frontières d'Israël ne sont même pas définies ! On ne sait pas jusqu'où ils veulent aller : veulent-ils le Liban ? toute la "Grande Syrie" * ? un bout de l'Égypte, de l'Irak ? et l'Iran, maintenant (puisque ça commence à chauffer très fort de ce côté) ? Eh bien, ce qui peut donner une limite à tout ça, c'est l'action citoyenne. Et je pense que, même si le régime de Netanyahu dit qu'il va expulser les participants à la flottille et ne les mettra pas en prison — en fait, il semble que certains se retrouvent dans une prison connue pour ses traitements inhumains —, c'est aussi parce que la pression internationale (les opinions publiques commençant à être chauffées à blanc) s'exerce sur les gouvernements en Italie, aux Pays-Bas, en Espagne, au Portugal, en Irlande... qui commencent à dire : « ça suffit ! ». C'était déjà insupportable, mais maintenant que le génocide est avéré (Smotrich ne s'en cache même plus), **on ne peut pas tolérer ça**, d'un simple point de vue humain mais aussi au nom du droit international, qui doit rester notre phare, et que nous devons défendre à tout prix !

Les organisations participant au soutien des Palestinien·ne·s sont nombreuses... Comment se sont-elles agrégées pour une action commune, quelles peuvent être les éventuelles tensions à l'intérieur, comment le collectif maintient-il le cap ?

Dans le Collectif 21 pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens *, il y a au moins une trentaine d'organisations, comme Attac, la L.D.H., le MRAP, l'ARAC... ; des partis, L.F.I., le P.C.F... ; des syndicats, Solidaires, la C.G.T., la F.S.U., l'UNEF... ; l'U.J.F.P., l'A.F.P.S...

... et Réinventons Quetigny !

... et Réinventons Quetigny, bien sûr ! Ceux que je ne nomme pas m'excuseront... Notre but commun est d'obtenir la paix... et pas de paix sans justice, pas de justice sans résistance : il faut défendre nos acquis, on s'en rend compte de plus en plus : si on lâche, on nous piétine ! On fonctionne ensemble, et je crois pouvoir dire que le collectif 21 est la seule déclinaison locale du collectif national à fonctionner encore avec les organisations de départ ; parce que, c'est vrai, il y a des gens qui font en sorte de mettre un peu d'huile dans les rouages ; on essaie de fonctionner ensemble de façon démocratique. Ça ne va pas sans heurts, parce qu'il peut y avoir des tensions entre organisations ; on peut diverger sur le "comment agir" ; mais, bon an mal an, on arrive quand même à avoir une unité, et ça, c'est important. Et sur les **buts**, on est tous d'accord.

Sans doute n'y a-t-il pas eu de divergences majeures parce qu'il n'y a pas de forces palestiniennes radicales en Côte-d'Or...

C'est vrai. Pas de banlieues (ou plutôt des banlieues sous l'étouffoir), pas Urgence Palestine...

Sans doute aussi parce que ce sont des militants de base qui ont constitué le groupe ?

Il y a eu tout de même eu une modification dans le collectif. Au départ, il y avait des **représentants** des différentes organisations qui le composent, et petit à petit se sont intégrés des **individus** ; en toute légitimité, à mon sens (d'ailleurs, je suis membre d'Attac, mais je ne suis pas représentante d'Attac au sein du collectif) ; d'autres personnes, qui agissaient

beaucoup dans l'organisation, avaient toute légitimité à participer aux réunions de préparation. Ça change, et c'est très bien, parce qu'un collectif, ça vit et ça évolue en fonction des événements, de la résolution ou non des problèmes, etc. Il n'y a pas une représentation officielle d'Urgence Palestine, mais il y a des gens très sympathisants d'Urgence Palestine. On fait attention à certains termes ». Par exemple, on n'utilise plus le mot "terrorisme" dans nos slogans, car ça peut être mal compris ; il est vrai que c'est une notion ambiguë... On est toujours le terroriste de quelqu'un ! Rappelons tout de même qu'en 39-45, les terroristes d'hier sont devenus les résistants d'aujourd'hui.

En tout cas, ça vous demande beaucoup de temps : quel est le rythme des réunions ?

Une par semaine, ce qui n'est pas rien !

Et toi, tu es un peu la "personne ressource"... Tu as toujours sous la main des pinces à linge, des cordes, des sacs...

Oui, c'est mon côté pratique... C'est aussi mon côté "randonneuse".

Tout autre question : que répondez-vous, d'une part à ceux qui vous accusent d'antisémitisme, d'autre part à ceux qui affirment que vous êtes aveugles face aux horreurs du Hamas ?

D'antisémitisme, sûrement pas ! Dans le collectif, on a aussi l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix), l'Association France-Palestine-Solidarité, TSEDEK ! (collectif juif décolonial). Nous, on fonctionne pour un régime anti-apartheid...

N'empêche que dans la rue, lors des manifs, on entend des accusations...

On confond beaucoup — mais je pense que le président de la République et les médias mainstream le font sciemment — antisionisme * et antisémitisme * ! Mais ça marche de moins en moins, car on est très clair là-dessus : on est antisioniste parce qu'on est anticolonialiste, et on ne veut pas d'un régime sioniste, d'un État juif.

De toute façon, le terme "colon" dit bien ce qu'il veut dire...

Oui, dans toutes ses acceptions.

Et sur la cécité face au Hamas ?

On n'est absolument pas d'accord avec ce qui s'est passé le 7 octobre, évidemment. Mais sans l'excuser, on l'explique ! Ça a explosé, pourquoi ? parce que ça a été amené de façon très cynique par Israël, qui a donné de l'argent au Qatar pour financer le Hamas au détriment de l'O.L.P. de Yasser Arafat. Quand on nous dit : « Israël est la seule démocratie du Proche-Orient »... euh oui, alors, déjà, une démocratie qui pratique l'apartheid et qui est en train de commettre un génocide, je ne suis pas sûre qu'elle mérite le nom de démocratie ; et puis, le Hamas, il a quand même été élu en 2006 * dans la bande de Gaza ! On est en train de dire, aussi, aux Palestiniens : « Attention, les gars, on n'est pas trop d'accord avec votre mouvement de résistance... ». Mais n'est-ce pas aussi une position très colonialiste ? On vous dit ce qu'il est bien ou mal de faire ; et, tacitement, tant qu'il ne se passait "rien" du côté du Hamas, avant le 7 octobre, ça coulait quand même... Il n'y avait pas de grands mouvements de populations.

Beaucoup de gens ont commencé à réagir après, en disant : « Qu'est-ce qui se passe vraiment?... ». Eh bien, un génocide ! On a eu beaucoup de mal à l'appeler ainsi, mais maintenant, c'est reconnu.

D'ailleurs, on sent bien la différence dans la rue !

En effet. Au début, quand on allait tracter une fois par mois avec l'AFPS rue de la Liberté, j'avoue qu'on se disait : "ça ne va pas être une partie de plaisir", "on va se faire rentrer dedans"... et maintenant, c'est le contraire ! Des gens nous prennent dans les bras en disant « merci ». L'opinion change... Il y a encore quelques irréductibles sionistes, mais ils n'ont pas d'arguments ; ils nous balancent quelques méchancetés en passant, mais ils ne s'arrêtent pas pour discuter. Idem pour nos élus : au départ, je me disais, "ho la la, ils sont plus intellectuels que moi, ils savent mieux se débrouiller au niveau des arguments, etc."... mais ils n'en ont pas, en fait ! Je me rends compte avec stupéfaction qu'**ils n'en ont pas !** Ils nous disent : « Oh, ce n'est pas le moment ».... ah bon ? et je me dis « pour un génocide, c'est pas le moment non plus ! » ou : « Ça ne sert pas votre cause d'être là »... Ah bon ? « et si je reste dans mon canapé, ça servira mieux cette cause ? ». Ce n'est pas trop compliqué de leur répondre !

À propos des politiques, quand même... que penses-tu du fait que le drapeau palestinien ait été hissé à la mairie de Quetigny ?

Ah, j'en pense vraiment du bien ! Je dis « Merci, bravo au maire de Quetigny ! ». Par contre, il a été affiché une seule journée... C'est sûr qu'il y avait des consignes de M. Retailleau pour ne pas les mettre. Rendons hommage aux maires qui l'ont fait (il y en a eu deux dans la région, Chenôve et Quetigny).

Besançon aussi...

En effet (je pensais à la Bourgogne sans la Franche-Comté)... En revanche, on entend un grand silence de la part de Madame Koenders... Pourtant, on voit depuis des mois le drapeau ukrainien ! et c'est très bien, il n'y a pas de souci... mais pourquoi pas *aussi* celui de la Palestine ? En tout cas, maintenant que Monsieur Macron a reconnu la Palestine en tant qu'État, est-ce qu'on a une excuse pour ne pas le faire ? Je ne sais pas !

Dans le même état d'esprit, la culture est une arme pour défendre la cause palestinienne, en un sens... Dans quelle mesure êtes-vous impliqué-e-s dans les manifestations culturelles de la métropole dijonnaise, par exemple à l'Eldo ?

Oui. On peut citer la campagne contre le ballet Batsheva : on a été tracter devant l'Auditorium pour exprimer notre désaccord sur la tenue de cette prestation, qui est là pour faire apparaître le côté très présentable d'Israël à l'étranger et fait "oublier" le génocide. Pour Israël, la culture est une belle vitrine ; nous faisons pression sur ces groupes pour qu'eux-mêmes fassent pression sur leurs gouvernements, ou "affichent la couleur", par exemple avec des drapeaux palestiniens... Avec ce type de manifestation, Israël se donne une belle image de marque... Le festival du film palestinien de Dijon, que je tiens à mentionner, a lieu chaque année, mettant en lumière des films qui nous montrent la Palestine, comment vivent les gens là-bas, quel est leur vécu, quelles sont leurs réactions par rapport aux attaques israéliennes... Et là, je pense plus particulièrement au film **No other land**, de Yuval Abraham et Basel Adra.

Une petite question sur la flottille du 2 octobre... Qu'en attendais-tu ? Et puis, ta réaction sur le kidnapping de cette flotte ?

Quand on dit "paix, justice et résistance", pour le coup, la flottille est singulièrement un modèle de résistance, rassemblant plus d'une cinquantaine de bateaux, quasiment autant de nationalités différentes, avec des élus, des journalistes, des syndicalistes, de simples citoyens aussi, qui tiennent la place qu'on aimerait voir tenir par nos gouvernements, en disant STOP ! le génocide, ça ne doit pas exister ; la famine comme arme de guerre, c'est complètement illégal ; le blocus, c'est injustifiable !

Et puis, arraisonner la flottille dans des eaux internationales, c'est juste un acte de piraterie ! À 200 km de Gaza, un bateau vient d'être intercepté sans aucune justification, avec des Français à bord. L'État français est responsable de la sécurité de ses ressortissants... Alors, que font nos gouvernements ? On interpelle sans cesse nos élus, en faisant des pétitions, en nous déplaçant auprès de nos députés, en organisant de grosses manifestations à Paris... Qu'est-ce qu'ils attendent pour réagir ? et non seulement du point de vue humain, parce que c'est juste intolérable ! On ne peut pas voir mourir des enfants comme ça ! Les enfants, là-bas, rédigent leur testament ! et ce qu'ils demandent, c'est de ne pas mourir éparpillés en mille morceaux ! C'est fou, ça !

Alors, tu as parlé de grosses manifestations à Paris. Malheureusement, si on compare aux grandes capitales européennes, il n'y a pas de *grandes* manifestations à Paris. Il y a de *petites* manifestations à Paris. En Espagne, même en Allemagne, on compte plusieurs dizaines de milliers de personnes, on voit des photos de drones impressionnantes prises à Berlin...

En Australie, il y a eu des manifestations monstres aussi.

En Belgique aussi ; à Amsterdam aussi... Comment expliques-tu cette situation ?

J'ai un petit peu peur d'interpréter ce manque. Est-ce qu'il vient de nos organisations, de leurs têtes nationales incapables de s'entendre pour organiser une grande manifestation ? Auquel cas, c'est grave, c'est embêtant. Mais pour nous, l'important, c'est de faire notre rassemblement le samedi à 15 h place Darcy. Je me dis que globalement, ça tient, que les organisations sont là et qu'elles jouent le jeu. Certaines associations sont notre "plancher", notre socle commun minimal. On est soft et gentils, on n'embête pas la police, elle ne nous embête pas. Il y a une espèce d'accord tacite qui fait que ça se passe plutôt bien.

Pour le moment, on est surtout dans l'humanitaire, les droits de l'homme, le droit international. Au sein du Collectif, on n'aborde pratiquement pas les questions politiques : un État / deux États, le sionisme, l'expression « de la Mer au Jourdain », le régime d'apartheid, le droit au retour du peuple palestinien de 1948... En fait, au sein du Collectif, le point de vue des Palestiniens n'est pas représenté...

Certains pays arabes soutiennent plus ou moins le plan Trump. Qu'en penses-tu ?

Les dirigeants arabes ont le cœur américain, ils ont été mis en place ou soutenus par l'Occident, et je ne suis pas sûr que leurs peuples les apprécient beaucoup. On l'a bien vu en juin dernier lors de la Marche mondiale pour Gaza qui devait traverser à pied la frontière entre l'Égypte et la Bande de Gaza. Il s'agissait d'une manifestation de civils venus du monde entier, non violente, pour protester contre le blocus israélien. Un des membres, citoyen de notre Collectif,

était d'ailleurs parti au Caire y participer. Dès l'aéroport, de nombreux contrôles ont tué dans l'œuf cette manifestation : un seul participant est arrivé au poste frontière de Rafah !

On pouvait croire que venant du Maroc, traversant l'Algérie, la Tunisie, La Libye, cette *Sumud Marche* passerait... Eh bien, Arabes ou pas, la police égyptienne les a arrêtés, comme les autres, tout aussi brutalement. Les dirigeants arabes ne sont pas les peuples arabes. Ils roulent pour les USA et Israël, ils y ont des intérêts économiques, qui ne sont pas ceux de leurs peuples qui eux, sont très sensibilisés à la cause palestinienne. Par exemple, une anecdote : l'autre jour, à Carrefour Toison d'Or, où le Collectif menait une action pour le boycott de cette enseigne, un père de famille passait par là avec ses deux garçons. Il sort un billet de 200 euros qu'il me tend en m'expliquant qu'il est égyptien et solidaire de la Palestine...

Merci, Thérèse, et bon courage pour les actions à venir !

Notez dans vos agendas : manifestation nationale pour la Palestine à Paris prévue le **29 novembre** !



La Lettre

n° 36

octobre 2025

Le vrai-faux État de Palestine de Macron

Tout d'abord, BRAVO !

Bravo à notre ville de QUETIGNY, une des (seulement) trois communes de Bourgogne Franche-Comté qui ont bravé l'interdiction « retaillesque » d'arborer le drapeau palestinien à leur fronton avec :

- CHENÔVE, de Dijon Métropole,
- et la ville natale du grand Victor Hugo, écrivain engagé pour la liberté, les droits et la dignité humaine, BESANÇON, qui ne pouvait qu'ouvrir la marche, tandis que quelques dizaines de militant·e·s rassemblé·e·s aux portes du Palais des Ducs exigeaient vainement de la maire PS macron-compatible de Dijon ce geste symbolique...

Quant à Macron, fidèle au « en même temps » et au Ministère de la parole verbale, il a servi au monde, au nom de la France, la reconnaissance d'un État de Palestine virtuel, dénué de toute implication concrète immédiate, mais cependant pas vraiment négative : car comment expliquer autrement la rage et la fureur dans lesquelles cette reconnaissance a plongé Netanyahu et sa clique de suprématistes ?

C'est qu'au-delà du formalisme, il ne leur a pas échappé que cette reconnaissance contrecarre leur volonté d'effacement de tout un peuple et de toute son histoire que l'idéologie sioniste s'efforce de mettre en œuvre depuis... toujours. Diplomatiquement, juridiquement, la Palestine existe, inscrite désormais dans le marbre...

Les conditions de la Convention de Montevideo qui, dès 1933, s'attache à définir un État, ne sont pourtant pas réunies : en l'espèce, si une population existe bel et bien — le peuple arabe de Palestine —, il est de fait que son territoire n'est pas déterminé, que son gouvernement (l'Autorité palestinienne) n'exerce pas une autorité réelle et effective, et que sa capacité d'entrer en relations avec les autres États est très limitée.

En réalité, Macron se fiche de l'autodétermination du peuple palestinien. Il lui propose / impose un État croupion « au côté d'Israël » — comme un petit chien en laisse ? — , démilitarisé, « mité » de colonies, dépourvu de continuité territoriale, excluant par avance les forces politiques, évidemment « terroristes », qui disconviennent à l'Occident.

Cette reconnaissance ne contribuera à changer la vie des Palestiniens que si elle marque le début et non la fin d'un processus. Les recommandations de la résolution onusienne du 18 septembre 2024 doivent être respectées : l'application des résolutions de l'ONU, à commencer par la résolution 242 de novembre 1967 (votée à l'unanimité par le [Conseil de sécurité](#) à la suite de la [guerre des Six Jours](#) et qui souligne l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre), la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid, le droit au retour des réfugiés et des sanctions contre Israël pour lui imposer le droit international. Ajoutons que TOUS les otages devront être libérés : la cinquantaine de ceux capturés par le Hamas le 7 octobre 2023 dans le Sud d'Israël et les milliers de prisonniers palestiniens emprisonnés depuis des années, sans jugement, dans les geôles israéliennes.

Dans ses grandes envolées à coup de « le temps est venu », de toutes les conditions précitées, Macron n'a nullement parlé, ne faisant qu'entrevoir l'hypothèse qu'Israël pourrait ne pas coopérer.

Mais dans l'immédiat, l'urgence est le cessez-le-feu à Gaza et l'arrêt des massacres et de ce génocide insupportable.



Communiqué de presse du 22 septembre 2025 de la Ville de Quetigny :

Le Maire de Quetigny et son équipe municipale tiennent à saluer le courage politique du Président de la République Française, Emmanuel Macron de lier l'acte à la parole en engageant la France dans la reconnaissance d'un Etat Palestinien. Il s'agit d'un acte fort et historique, nécessaire pour relancer une dynamique de paix durable au Proche-Orient, fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la coexistence de deux États, vivant côte à côte en sécurité et en dignité.

Face à une guerre dévastatrice, dont les victimes civiles sont chaque jour plus nombreuses, il est aujourd'hui impératif de mettre fin aux violences. La reconnaissance de l'État palestinien constitue une étape cruciale pour ouvrir enfin la voie à des négociations équilibrées et à une solution politique juste et pérenne.

Ce geste fort, porteur d'un message d'unité et de solidarité, s'inscrit dans la continuité des valeurs républicaines de paix, de justice et de respect du droit international que défend Quetigny.

Les Elus de Quetigny avait adopté lors du conseil municipal de novembre 2023, un vœu appelant à une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue menant à la cessation des hostilités dans le cadre du conflit israélo-palestinien. En juin 2024 et juin 2025 des rassemblements pour la Paix entre les peuples israéliens et palestiniens avaient été organisés dans la commune, réunissant une centaine d'habitant. Enfin, la Ville avait accueilli, en mars 2024, un forum pour une paix juste et durable entre israéliens et palestiniens.

La Ville de Quetigny réaffirme son attachement profond à la paix entre les peuples israélien et palestinien. Elle exprime son soutien au peuple palestinien, qui endure depuis trop longtemps les bombardements, la famine, les privations et l'absence d'État. Elle apporte également son soutien au peuple israélien qui vit dans l'attente du retour de ses otages, durement frappé par les conflits, et aspirant lui aussi à vivre en paix et en sécurité.

Le soutien affirmé au peuple palestinien et à la constitution d'un Etat n'est en rien une validation politique du Hamas ou une attaque à l'encontre de l'Etat d'Israël.

Ce 22 septembre, Quetigny porte un message clair : la paix est possible, elle doit être construite avec courage, responsabilité et humanité.



La Lettre

n° 36

octobre 2025

Fusillade rue Ronde : chronique d'une intensification contre-productive annoncée !

L'expression de l'émotion — et d'une certaine peur compréhensible — ne s'est pas fait attendre à la suite de la nouvelle fusillade qui s'est déroulée rue Ronde, à Quetigny, le dimanche soir 21 septembre.

D'autres sons de cloches sont plus agacés qu'effrayés, tel celui d'un anonyme dans un papier du quotidien régional *Le Bien Public* (voir ci-dessous le lien)...

Ce fait divers, qui énerve ou effraie selon les cas, est en réalité bien plus que ça, car il pose en creux des questions largement plus importantes que les bavardages de type « brèves de comptoir » !

La double question fondamentale est celle de la politique française en matière de produits dits stupéfiants, et de ses deux "volets" pris en compte, particulièrement chez nous en France, de façon antagoniste... donc, par définition, contradictoires et contre-productifs. Réprimer, toujours plus réprimer, consommateurs compris, avec des résultats évidemment catastrophiques, et ne cesser de laisser les personnes consommatrices livrées de plus en plus à elles-mêmes, sur-stigmatisées et non accompagnées. Échecs cuisants en termes de tranquillité publique et de santé publique !

Que sera la prochaine intervention locale des brigades mi-robocop mi-mercenaires d'État ? Peut-être aurons-nous droit aux fameux nouveaux « Centaure » de la gendarmerie ? (voir le lien ci-dessous)... Et puis après ? s'ils défoncent par devant un immeuble et si les personnes poursuivies s'échappent par derrière à pied, avec l'agilité que nous leur connaissons bien, à

quoi cela aboutira-t-il, si ce n'est à hystériser la problématique, à communiquer à tort et à travers, à souvent effrayer non pas les individus recherchés mais bien plutôt les populations ?

Cette débauche « retaillesque » plait aux tenants de l'ordre, toujours l'ordre, davantage d'ordre... mais en réalité crée le désordre dans les esprits des autres autant qu'il règne déjà dans les leurs !

La politique de communication et d'éclats à travers les interventions tonitruantes de la B.R.I. ont encore abouti récemment à Dijon à une bavure notoire : la police a visé à tort un appartement « Airbnb » où était une personne n'ayant strictement rien à voir avec un quelconque trafic de quoi que ce soit. On imagine aisément le traumatisme pour celle-ci et pour le voisinage... Voir, en lien, le papier de *20 Minutes* à ce sujet.

Nous sommes déjà intervenus à plusieurs reprises sur la question qui touche à notre vivre ensemble. Le point de départ, crucial nous semble-t-il, est bel et bien de celui de la vie suragitée que le monde nous réserve, de la course effrénée à la performance, à la vitesse, à la productivité. Il n'est pas ici question de faire l'éloge de la régression, mais seulement d'accepter de poser la question de "laisser du temps au temps", de nous adapter aux changements de façon raisonnée et raisonnable ; il est évident que ce n'est pas le cas : cet enchevêtrement de courses croisées dépasse la capacité moyenne de nos organismes... Il est donc naturel que nombre d'entre nous cherchent des échappatoires pour tenter de rester dans nos parcours multiples. Ce point de départ n'est jamais évoqué, car il nécessite de poser sereinement le vrai débat : quelle société voulons-nous ?

Une fois cette question plutôt philosophique — à laquelle nous ne répondrons pas aujourd'hui dans ce papier —, il nous faut revenir aux éléments qui entrent en jeu.

La répression ne fonctionne pas.

La prohibition ne fonctionne pas.

Le traitement des différentes addictions est très déséquilibré, et même certaines sont reconnues, non pas "d'utilité publique" mais presque... tels l'alcool et le tabac, qui font assurément bien plus de morts que celles, surmédianisées, des drogues. Rappelons juste les chiffres officiels : en 2019 (dernière année consolidée), le tabac a tué 79 189 personnes, l'alcool 41 080, et les drogues illégales 1 230. Le tabac coûte par an à la société 156 milliards d'euros, l'alcool 102 milliards (chiffres de l'Observatoire français des drogues et tendances addictives, en liens ci-dessous).

Les morts "alcool et tabac" représentent presque 100 fois ceux des drogues illégales (97,8 fois). En termes de coûts, nous n'avons pas les chiffres, car le ministère de l'Intérieur se garde bien de porter à la connaissance du public la démesure de la gabegie de moyens déployée pour répondre à une obsession dogmatique et populiste !

Notre sacro-sainte Loi de 1970 « relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite de substances vénéneuses » apparaît aujourd'hui (50 ans après sa promulgation) comme une ineptie qui fait de notre pays la risée de tous ceux qui ont évolué de façon efficace autour de nous (voir ci-dessous le lien vers ce texte d'un autre âge).

Il semble que nous soyons le dernier pays d'Europe en totale incapacité d'aborder de façon dépassionnée le sujet, et surtout d'en avoir une approche où prime la Santé Publique. Une

grande partie des forces de l'ordre assignées politiquement à l'application de cette loi insensée disent elles-mêmes leur désarroi de se voir obligées de gaspiller leurs efforts en ce sens, et heureusement n'appliquent pas à la lettre ces folles et inefficaces directives.

Les exemples de pays ayant changé leurs politiques sont de plus en plus nombreux et, maintenant avec du recul, démontrent que suivre le chemin des dépénalisations et/ou légalisations est largement plus efficace dans des domaines multiples : santé publique, criminalité, tranquillité, et même rentrées fiscales (en la matière, il ne nous aura pas échappé que nous sommes plutôt aux abois !).

Le pays souvent cité est le Portugal qui fait cette démarche depuis plus de 20 ans maintenant, et dont les résultats sont notoires, seulement assombris par des fluctuations en termes d'allocations budgétaires qui réduisent la portée très positive de cette politique quand elles sont contraintes. L'étude présentée par *Alternatives Economiques* en juillet 2024 est à ce sujet particulièrement significative. Celles et ceux qui désirent aller plus loin pourront se reporter à celle-ci en suivant le lien dans les références ci-dessous.

Localement, cela amène à militer, — là encore, ce sera de la redite, mais utile — pour un meilleur équilibre entre la répression et l'accompagnement ; revenir vers plus de police de proximité, des animateurs de quartiers et de rue plutôt que des myriades de caméras ; des espaces de discussion et d'échanges entre les générations. Ces éléments sont simples, basiques, mais efficaces pour peu qu'on veuille les activer et leur laisser le temps de s'amplifier.

Pour terminer, une expérience menée et soutenue financièrement par l'État à travers la Préfecture de la Côte d'Or a permis à un groupe de jeunes quetignois·es de l'Espace municipal Pierre Desproges de remporter, avec un film sur les dangers liés aux drogues, le premier prix d'un concours de courts métrages. La soirée de remise des prix et de présentations des films s'est déroulée au cinéma *Cap Vert* le 2 septembre dernier. On aimerait que ce type d'initiatives soit plus portées par les médias et les élu·e·s, et surtout de façon plus équilibrée avec les opérations policières.

« Le consumérisme est l'addiction aux produits inutiles, à valeur illusoire ou imaginaire, parfois toxiques ». Edgar Morin.

Pour aller plus loin, quelques références :

« Les mecs ont dû se faire courser et coincer ici » : fusillade rue Ronde, un suspect blessé par la police et trois interpellations,

Le Bien Public, dimanche 21 septembre 2025 : <https://www.bienpublic.com/faits-divers-justice/2025/09/21/les-mecs-ont-du-se-faire-courser-et-coincer-ici-fusillade-rue-ronde-un-suspect-blesse-par-la-police-et-trois-interpellations>

Centaure : un nouveau blindé pour la protection de la population, site du Ministère de l'Intérieur

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/actualites/2023/centaure-un-nouveau-blinde-pour-la-protection-de-la-population>

Dijon : La BRI enfonce la porte d'un Airbnb par erreur en plein centre-ville, 20 Minutes, 25 septembre 2025 :

https://www.20minutes.fr/faits_divers/4175258-20250925-dijon-bri-enfonce-porte-airbnb-erreur-plein-centre-ville

Légifrance lien Loi de 1970 : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000321402>

Le tabac et l'alcool coûtent à la société bien plus cher que les taxes qu'ils rapportent, selon une étude, France Inter 2 août 2023 :

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/le-tabac-et-l-alcool-coutent-a-la-societe-bien-plus-cher-que-les-taxes-qu-ils-rapportent-selon-une-etude-3106365>

Dépénalisation des drogues au Portugal : le bilan vingt ans après, *Alternatives Economiques*, juillet 2024 :

<https://www.alternatives-economiques.fr/depenalisation-drogues-portugal-bilan-vingt-ans-apres/00111877>

Quand la jeunesse pose son regard sur la consommation et les trafics de drogues, Le Bien Public, édition du 4 septembre 2025 : <https://www.bienpublic.com/culture-loisirs/2025/09/04/quand-la-jeunesse-pose-son-regard-sur-la-consommation-et-les-trafics-de-drogues>



La Lettre

n° 36

octobre 2025

Les suites de la loi Duplomb

La loi du 8 juillet 2025 dite Loi Duplomb a été adoptée (au total, 564 députés ont pris part au vote : 56 % ont voté en faveur, 40 % ont voté contre, et 4 % se sont abstenus) au mépris des principes de clarté et de sincérité du débat parlementaire, par un détournement de la motion de rejet préalable ayant empêché tout examen d'amendement dès la première lecture. Cette manœuvre, sans fondement constitutionnel, viole le droit d'amendement garanti par l'article 44 de la Constitution et justifie une censure par le Conseil constitutionnel. Cette loi vise à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur et entend répondre aux demandes des filières agricoles. Des dispositions ouvraient la possibilité de réautoriser un insecticide néonicotinoïde, l'acétamipride. Ce produit doit intervenir sur les 400 000 hectares qui sont dédiés à la culture de betteraves sucrières. La principale source d'inquiétude des producteurs provient d'un petit insecte, le puceron, qui transmet le virus de la jaunisse aux betteraves et décime les cultures. Pour les agriculteurs, seul cet insecticide est efficace pour lutter contre la maladie... alors que des alternatives à cet insecticide dangereux existent et devraient être combinées, selon l'ANSES.

Plusieurs associations (Terre de Liens, Générations Futures, Notre Affaire à Tous, POLLINIS, la Ligue des Droits de l'Homme, CIWF France, le CCFD-Terre Solidaire, Greenpeace France, la Fondation pour la Nature et l'Homme, la Fondation 30 Millions d'Amis, Biodiversité sous nos pieds et le Réseau CIVAM) ont déposé une contribution commune devant le Conseil constitutionnel pour soutenir les saisines des parlementaires et faire censurer plus de la moitié de la loi.

Par une décision du 7 août, le Conseil constitutionnel a seulement censuré l'article qui visait à réautoriser l'insecticide acétamipride jugé contraire à la Charte de l'environnement.

Le Conseil Constitutionnel a pointé de manière indirecte les risques pour la biodiversité et la santé humaine de ce pesticide. Les études établissent ces risques. Il a privilégié un principe de "précaution" .

Toutefois, la loi Duplomb conserve des dispositions insoutenables, en particulier en facilitant l'agrandissement des élevages industriels

Deux décrets sur ce sujet ont été mis « en consultation publique jusqu'au 29 septembre » par François Bayrou quelques heures à peine avant sa destitution, comme un bien sinistre cadeau de départ...

En particulier, le décret principal relève le seuil en-dessous duquel un élevage industriel peut continuer à s'agrandir automatiquement sur simple « enregistrement » automatique ou « déclaration », sans faire l'objet de procédure environnementale et sanitaire (procédure de « l'autorisation »).

En modifiant notamment les modalités de classement des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement), le décret fait monter ces seuils :

- de 40.000 à 85.000 pour les poulets de chair (plus d'un doublement !),
- de 40.000 à 60.000 pour les poules pondeuses,
- de 2000 à 3000 pour les porcs,
- de 750 à 900 truies reproductrices,
- de 200 à 400 vaches laitières (l'enregistrement simplifié passe de 100 à 200),
- de 500 à 800 bovins à l'engraissement (l'enregistrement simplifié passe de 400 à 500).

Ce relèvement des seuils ne bénéficiera qu'aux plus grands élevages concentrationnaires, conduisant à tirer les prix vers le bas au détriment de 95 % des éleveurs français et au seul bénéfice de quelques industriels. Il aura des conséquences catastrophiques pour la ressource en eau et les écosystèmes, l'insécurité sanitaire, les conditions de vie des animaux, les nuisances de voisinage, l'aménagement du territoire...

Il n'y a aucune justification à faciliter l'enrichissement de quelques industriels et à court-circuiter les procédures élémentaires de contrôle environnemental, sanitaire et démocratique.



La Lettre

n° 36

octobre 2025

Le peuple ukrainien sur deux fronts

Après plus de trois ans et demi de guerre, l'Ukraine résiste toujours à l'invasion des troupes russes, n'en déplaise à celles et ceux qui affirmaient, au lendemain de l'invasion, que d'ores et déjà le combat était perdu d'avance pour les Ukrainiens.

À ce jour, la stratégie de Poutine à envahir l'Ukraine, ou pour le moins à la vassaliser, a échoué et les menaces sur les pays baltes, la Moldavie ou la Pologne, si elles sont à prendre au sérieux, ne peuvent pas se réaliser tant que l'armée russe restera embourbée dans le Donbass, incapable d'avancées décisives. Nous ne pouvons que nous en réjouir, même si la Russie poursuit son œuvre de destruction d'infrastructures civiles et d'assassinats. Les provocations en série sous forme de drones ces derniers jours vis-à-vis de plusieurs pays européens, s'ils doivent être pris au sérieux, visent surtout à détourner l'attention des pays occidentaux des massacres continus de civils ou encore à faire oublier les succès ukrainiens actuels contre les infrastructures pétrolières et gazeuses russes.

La paix risque — hélas ! — d'attendre. Pas du fait de l'Ukraine, mais de l'entêtement russe à poursuivre sa folie impérialiste en Ukraine, mais aussi à cause de la stratégie chaotique et honteuse de Trump vis-à-vis des Ukrainien·ne·s. Jusqu'ici Trump, qui a pourtant tout fait pour pousser l'Ukraine à accepter les conditions du dictateur russe, a échoué à imposer un cessez-le-feu à Poutine.

Il faut le répéter sans cesse. L'Ukraine **ne doit pas** perdre cette guerre parce qu'elle est une résistance à l'invasion et à la violation du droit international. Le dictateur du Kremlin n'a pas hésité à renier l'engagement de la Russie, lors du mémorandum de Budapest en 1994, à

garantir les frontières de l'Ukraine en échange du transfert de quelque 1500 ogives nucléaires d'Ukraine en Russie.

Le peuple ukrainien n'a jamais menacé la Russie, il se bat pour sa souveraineté et sa liberté. Pour cela, il a besoin d'un soutien massif : politique, humanitaire et militaire. Lui apporter cette aide militaire n'est en aucun cas soutenir les politiques impérialistes actuelles ou passées de plusieurs pays de l'Otan. Ce n'est pas davantage accepter les lois de programmation militaires de Macron/Lecornu en France ou de Merz en Allemagne, dont le but n'est pas prioritairement de soutenir l'Ukraine mais de gaver les trusts militaro-financiers ou d'obtempérer au diktat de Trump d'imposer 5 % de PIB pour l'armement des pays de l'Otan.

Contrairement à ce qu'une partie de la Gauche occidentale peut laisser croire, l'Ukraine n'est pas devenue une dictature. Le peuple ukrainien, malgré les conditions imposées par la guerre, la peur et les destructions, continue de faire preuve d'une combativité remarquable.

Il reste une Gauche politique ukrainienne, qui n'a rien à voir avec les partis de « Gauche » vestiges de l'époque stalinienne et dont la plupart ont été interdits du fait de leur positions pro-russes. Elle est certes très minoritaire, mais se montre très active, que ce soit au sein de l'organisation « Sotsialnyi Rukh » (Mouvement social) ou dans les collectifs de solidarité qui apportent aide à la société civile comme aux combattants du front.

S'il est vrai que l'Etat ukrainien ne respecte pas nombre de ses obligations démocratiques, les organisations syndicales ne sont pas interdites et continuent — dans des conditions très difficiles et avec des effectifs considérablement réduits du fait de la guerre — à défendre, tant bien que mal, les travailleurs et leurs droits. La résistance populaire face à l'agresseur, contre les mesures antisociales du gouvernement Zelenski, la corruption et les injustices du processus de mobilisation, n'est certes pas la même après 3 ans et demi de guerre, mais elle est loin d'avoir disparu. La jeunesse ukrainienne a réussi récemment, après quelques jours de mobilisation, à faire reculer le pouvoir libéral sur la question de l'indépendance des organismes anticorruption.

La résistance populaire, malgré les pertes humaines et les destructions de toute sorte, reste globale : sur le front contre l'occupant, à l'arrière pour une société plus égale et démocratique.

Parce qu'il défend son avenir et sa liberté, et quelque part aussi la nôtre, nous devons soutenir le peuple Ukrainien, sans réserve.



La Lettre

n° 36

octobre 2025

i Que viva España !

Depuis le 7 octobre 2023, l'État espagnol est sans doute le pays occidental le plus en pointe dans la défense du peuple palestinien, pour mettre fin, concrètement — et pas seulement en paroles — au génocide à Gaza. Le Premier Ministre Pedro Sánchez résume bien la situation : « Si la reconnaissance de l'État palestinien est urgente, ce qui est encore plus urgent, c'est qu'il y ait un peuple palestinien qui l'habite ».

En plein drame humanitaire à Gaza, l'Espagne hausse le ton, sauvant l'honneur de l'Europe : si les relations diplomatiques ne sont pas vraiment rompues, les deux ambassadeurs ont été rappelés « pour consultation » dans leurs pays respectifs. Dès mai 2024, l'Espagne a reconnu l'État de Palestine.

Début septembre 2025, Sánchez a annoncé une série de mesures « pour mettre fin au génocide » :

- embargo sur les ventes d'armes à Israël
- interdiction d'accueillir dans les ports espagnols des navires transportant du carburant destiné à l'armée israélienne
- fermeture de l'espace aérien espagnol aux avions acheminant du matériel militaire destiné à Israël
- exclusion des entreprises israéliennes des appels d'offres publics
- interdiction d'entrée en Espagne pour les personnes qui participent ou ont participé au génocide
- exclusion des produits en provenance des colonies illégales de Cisjordanie
- renforcement de l'aide humanitaire : 10 millions d'euros pour l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (l'UNWRA mise hors la loi par Israël)
- budget global pour Gaza porté à 150 millions d'euros en 2026.

Suite à l'assaut illégal contre la flottille *Global Sumud* arraisonnée dans les eaux internationales, le Gouvernement espagnol se prépare à lancer une offensive diplomatique et juridique pour poursuivre Israël.

Le peuple espagnol est particulièrement impliqué dans l'engagement pour la paix : samedi 4 octobre, selon les autorités, 70 000 personnes ont manifesté à Barcelone et 92 000 à Madrid pour la paix au Proche-Orient.

Le monde du sport et celui de la culture ne sont pas en reste :

- on a vu comment le Tour d'Espagne, la Vuelta, a été perturbé par les militant·e·s solidaires de la Palestine protestant contre la présence de l'équipe cycliste Israël *Premier Tech*, dont l'exclusion a été demandée et soutenue par le Ministre des Affaires étrangères ;
- l'Espagne menace de boycotter la Coupe du Monde de foot 2026 si Israël se qualifie ;
- elle a annoncé son retrait de l'Eurovision au cas où Israël n'en serait pas exclu.

Tout cela se construit à l'initiative ou avec la bienveillance du Gouvernement de l'État espagnol. Quelle différence avec la France et l'Allemagne qui parlent (peu, en fait) et n'agissent pas (du tout) !

Et, pour conclure, l'Italie aussi ! Avec une mention spéciale pour les dockers et l'ensemble des syndicats. Grève générale, le pays paralysé, deux millions de personnes dans la rue pour Gaza, avec une formidable jeunesse que saluait le grand quotidien *La Repubblica* par ces mots : « Leur Palestine d'aujourd'hui semble vraiment devenue notre Vietnam d'hier ». Georgia Meloni, la Le Pen italienne, n'en revient pas... Bravissimo !

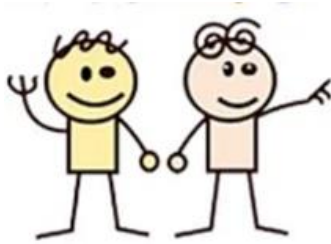


La Lettre

n° 36

octobre 2025

LE COIN DES ENFANTS



Généreuse forêt d'automne

Depuis quelques jours, Zoé se rapproche de la cheminée quand tombe la nuit... Après avoir été accablé de chaleur l'été dernier, il aime désormais se chauffer les moustaches et le bout des oreilles devant le feu, penchant la tête à chaque craquement des branches et des brindilles. Lorsqu'en clignant des yeux il contemplait le foyer, hier soir, il fut dérangé par un petit bruit mat venu de la fenêtre. C'était Melchior le hibou qui lui faisait signe. Zoé s'approcha, et télépathiquement — car les animaux sont pleins de ressources —, ils échangèrent quelques amicales pensées. Melchior était impressionné par l'abondance, cette année, des cèpes dans la forêt sur laquelle il veillait tout au long de toutes les nuits, faisant son devoir de hibou protecteur de la faune et de la flore. Il invita Zoé à le rejoindre, ce que le félin fit aussitôt, passant par la chatière que Zoé avait réclamée à Joseph, le garde forestier qui partage ces temps-ci avec lui son logis.

Le ciel était bien étoilé en cette nuit d'automne, ce qui encouragea les deux compagnons à sautiller de concert sur les sentiers de la forêt, puis à s'en écarter à mesure que celle-ci s'épaississait. Zoé gambadait, prospectait à gauche et à droite, revenait sur ses pas... « Comme il fait bon vivre, enveloppé par la présence rassurante des robustes troncs de chênes dont les ramures commencent à se dégarnir », pensait-il, marchant et bondissant sur le tapis des premières feuilles d'automne tombées à leurs pieds !

Ce faisant, Zoé les déplaçait et Melchior les faisait virevolter de ses battements d'ailes. Les deux compères constatèrent bien vite que l'année était exceptionnelle pour l'abondance des cèpes, et se mirent à farfouiller pour en dénicher des myriades, bien cachés sous les feuilles... Dame Nature avait bien travaillé ! Ravis de profiter de sa générosité, ils constatèrent que certains vivaient en solitaire, prenant appui sur des racines de chêne, que d'autres s'assemblaient en petit comité de deux ou trois champignons-compagnons, que d'autres enfin s'alignaient en longues files hétéroclites comme des manifs anti-Macron... Les cèpes avaient presque tous les pieds gris (Carlos se serait dit qu'ils avaient des soucis), et presque tous des chapeaux ronds (comme les Bretons), mais les couleurs pastel de ces derniers variaient subtilement du violet au brun, du rouge au blanc... Quant à leurs tailles, elles allaient tout simplement du simple au décuple. Cette étonnante diversité les fit réfléchir ; décidément, la Nature ne manque pas d'imagination pour offrir à tous des émotions visuelles et gustatives, surtout là où les humains ont opportunément choisi de la laisser en liberté !

Ils n'eurent pas tout de suite l'idée de les ramasser... D'abord parce qu'ils avaient négligé de se munir de paniers, et ensuite parce qu'ils se savaient l'un et l'autre carnivores ! Cependant, à la fin de leur promenade, dans une clairière, Zoé proposa à Melchior de l'aider à faire une bonne surprise à Joseph, qui devait ronfler dans la maison forestière avant de reprendre aux premiers rayons du soleil sa tâche protectrice. Melchior hulula trois fois, et ses trois enfants vinrent le rejoindre. Ils volèrent de concert jusqu'à la petite cour de la maison forestière, et rapportèrent dans la clairière un beau drap blanc qui finissait de sécher sur une corde tendue entre deux hêtres. Zoé les aida à étendre ce drap sur le sol odorant de la forêt, et à y déposer délicatement une quantité raisonnable de champignons tout frais cueillis, que les hiboux allèrent déposer devant la porte de la maison forestière. Zoé en noua les quatre coins à l'aide de ses griffes, et rentra par la chatière dans la maison du garde pour y faire de beaux rêves, espérant profiter d'une petite part d'omelette aux cèpes, au parfum subtil, dont son compagnon du moment le ferait profiter lorsque le soleil serait au zénith... Il ne put réprimer un ronronnement satisfait, et ferma doucement les yeux.